À M. de Borelli, chargé d'affaires de France

Athènes, 16 juillet 1873.

M. le Chargé d'affaires, je vous envoie copie d'une lettre que j'adresse à M. Christidis, ministre des finances, copie qui vous dira suffisamment de quoi il s'agit. Il paraîtrait donc que l'État nous a donné un terrain qui ne lui appartenait pas, ou plutôt l'État lui même est victime d'une association bien connue poursuivant un but illicite et devant l'organisation de laquelle les tribunaux même sont impuissants.

La légation ayant au nom de la France été mantie du titre de propriété et ayant par les mains de M. J. Ferry pris possession du terrain, il est peut-être urgent que vous voyiez M. Christidis, afin d'arrêter de concert avec lui les difficultés qui vont nous être faites, ou au moins d'en suspendre la menace. Je compte entièrement sur vous, etc.